

n'y a aucun doute là-dessus. Ainsi le Gouvernement s'était engagé en ce qui concerne le principe de la contrainte. L'ensemble de la population canadienne accepta cette décision sans réserve aucune.

Est-ce que le Gouvernement détenait un mandat direct de la population canadienne pour présenter et adopter la loi de mobilisation? Non certes. Mais il détenait un mandat du peuple canadien pour la poursuite efficace de la guerre, comme il était responsable également de la défense de la nation. A ce moment-là, et aujourd'hui même, où est la défense de la nation? La défense de la nation se trouve en Grande-Bretagne, dans la Manche, dans la mer du Nord, en Russie, dans le proche Orient, en extrême Orient; partout où se trouve l'ennemi. C'est là, outre-mer, que se trouve la défense du Canada, sa première ligne de combat. Nous le reconnaissons tous en principe, du moins je l'espère.

Puis-je faire une digression en ce moment afin d'émettre une proposition pratique et concrète que me suggère la tournure rapide que prennent les événements en extrême Orient. Ceux de nous qui ont écouté les nouvelles qu'on nous a données à la radio ont senti leurs cœurs battre plus vite aux appels urgents qu'ont lancés nos frères d'Australie pour que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne leur accordent de l'aide et encore de l'aide. Je suis sûr que nous avons tous été fortement impressionnés par la gravité de la situation en Australie, où chaque particulier en état de porter les armes a été appelé sous les drapeaux. Je prie Dieu qu'il ne soit pas trop tard, mais j'ai peur qu'il ne le soit, car comment peut-on préparer à temps à défendre leurs côtes ces hommes qui n'ont jusqu'ici reçu aucune formation militaire?

J'en arrive maintenant à ma proposition. Pourquoi notre Dominion n'enverrait-il pas en Australie une division de soldats entraînés? Ce serait là plus qu'un acte de bonne volonté, ce serait une démonstration d'appui, de secours et de solidarité qui empoignèrait l'univers, et nos gens en particuliers, eux qu'ont fait vibré les exploits des valeureux Australiens en Libye, en Grèce, en Malaisie britannique et sur tous les théâtres de guerre. Si le Canada ne possède pas de division militaire bien formée,—apparemment il n'en possède pas, mais je n'en sais rien; c'est au ministre de nous le dire,—il faudrait alors dépêcher une de nos divisions formées actuellement en Angleterre et la remplacer par des recrues venues du Canada. Nos soldats outre-mer aimeraient sans doute à se lancer activement dans le conflit. J'invite instamment le très honorable député et les membres de son cabinet à considérer cette proposition.

Si nous voulons vaincre l'ennemi commun, nous devons chercher à le battre sur tout théâtre de guerre et partout où il est. C'est un principe élémentaire de stratégie militaire, et dont la valeur n'a jamais laissé de doute à personne. Nulle autre solution ne nous vaudra la victoire. C'est fondamental, semble-t-il, et si nous devons tenter de vaincre l'ennemi, si, comme s'est exprimé le ministre de la Défense nationale (M. Ralston), nous ne devons absolument rien négliger pour assurer la déroute effective des puissances du mal, en d'autres termes, si nous devons faire une guerre totale, comment y parviendrons-nous, si nous persistons à imposer des restrictions rigoureuses sur la mobilisation du capital humain pour le service dans tout théâtre de guerre?

Tel est le problème que je sou mets à l'attention des honorables députés. Jusqu'ici la solution a reposé sur l'enrôlement volontaire, et sur lui seul. Je n'ai pas l'intention de déprécier le volontariat. Le loyauté et le patriotisme de nos jeunes gens restent à l'abri de tout doute, bien qu'on nous ait dit en septembre 1940 qu'il a fallu rappeler à certains d'entre eux leurs obligations nationales. Pendant un certain temps le volontariat a donné des fruits. Mais le conflit a pris des proportions si considérables et une allure si gigantesque, deux années et plus de guerre ont fait naître tant de facteurs, le capital humain est si vital dans tout effort de guerre total, que le moment est venu, j'en suis convaincu, d'abandonner le volontariat, qui ne répond plus aux exigences de l'heure.

Je suis convaincu qu'il m'est possible de prouver cette assertion en me reportant à la statistique du recrutement. De plus, les chiffres du recrutement démontrent sans l'ombre d'un doute que certaines collectivités font beaucoup plus que d'autres, qu'il n'y a pas égalité de sacrifice pour les diverses parties de la nation. La preuve que le volontariat a échoué ne s'établit pas seulement par la statistique, mais aussi par le témoignage de personnes dignes de foi, de celles qui sont chargées d'appliquer cette méthode.

Le premier témoin que j'invoquerai, c'est le ministre de la Défense nationale lui-même. S'adressant à la Chambre, le 5 novembre dernier, comme on le verra à la page 4529 du *hansard*, il admet qu'au cours des quatre mois précédents, le nombre des recrues enrôlées était de 13,000 inférieur au nombre recherché. A mon sens, ceci constitue un témoignage très convaincant. N'est-ce pas là une preuve frappante et évidente que la méthode ne remporte pas les succès voulus, du moins de l'avis du ministre?

Je m'arrête ici pour dire que, d'après mes renseignements, les défauts du volontariat ne